

Communiqué de presse - Enquête conjoncturelle de la CVCI

Bilan 2025 contrasté et perspectives 2026 mesurées pour les entreprises vaudoises

Lausanne, le 7 mai 2026 – Les entreprises vaudoises tirent un bilan contrasté de 2025 ; l'industrie a traversé une année difficile et mouvementée, alors que la situation est jugée globalement positive dans les services. Selon notre dernière enquête conjoncturelle, l'activité s'annonce globalement stable dans le canton en 2026, même si la dynamique positive de l'emploi semble s'essouffler et les investissements se tasser. Néanmoins, un optimisme prudent est perceptible sur les anticipations de l'évolution du chiffre d'affaires et des bénéfices. La situation conjoncturelle reste marquée par l'incertitude et des contrastes entre les secteurs.

Dans le canton de Vaud, les entreprises du secteur tertiaire sont globalement satisfaites de l'année écoulée. Presque deux sur cinq jugent que 2025 fut une année «bonne» ou «très bonne», contre un quart qui émet un jugement négatif. L'industrie continue quant à elle d'enchaîner les exercices difficiles. Presque 40% des entreprises interrogées ont une appréciation négative de 2025 et plus de 15% du panel ont vu leur situation bénéficiaire se détériorer de plus de 10% par rapport à 2024.

Perspectives teintées d'un optimisme prudent

Une augmentation du chiffre d'affaires par rapport à 2025 est anticipée en 2026 par deux entreprises sur cinq, aussi bien dans les services que dans l'industrie, alors qu'elles sont deux fois moins nombreuses à prévoir une baisse de plus de 4%. Les bénéfices en hausse sont également attendus par un tiers du panel et stables pour une petite moitié. Il est important de préciser que l'industrie traversant une période difficile, une hausse ne devrait permettre qu'un rattrapage partiel des exercices précédents.

Un attentisme qui s'installe ?

Un ralentissement de la dynamique positive sur l'emploi qui existait depuis la reprise après la pandémie est observable. Presque sept entreprises sur dix envisagent une stabilisation de leurs effectifs en 2026. De leur côté, les prévisions par rapport aux investissements sont en berne. Plus d'un quart du panel prévoit de diminuer ses dépenses d'investissement contre une société sur cinq qui envisage de les augmenter. Ce résultat est cohérent avec ceux de notre enquête conjoncturelle d'automne dernier, qui documente une baisse de la proportion d'entreprises qui indique effectuer des investissements. Si les données ne permettent pas de conclusions définitives, un certain manque de dynamisme de l'économie vaudoise se profile.

Regain d'inquiétude quant à la situation économique

Les craintes relatives à la situation économique générale sont en recrudescence et illustrent un niveau d'incertitudes extrêmement élevé à l'heure actuelle, selon le « Baromètre des préoccupations » mis à jour dans notre enquête. Dans l'industrie, les inquiétudes liées au franc fort concernent un quart des entreprises alors que la cybersécurité est une source d'inquiétude pour plus de 20% des sondés dans les services.

Potentiel signe d'une activité économique moins vigoureuse, les préoccupations liées aux difficultés de recrutement sont en recul par rapport à l'an dernier. Néanmoins, même si la pénurie de main d'œuvre semble moins aiguë, elle n'a pas disparu pour autant. Plus d'une entreprise sur deux de plus de vingt emplois affirme avoir rencontré des difficultés à recruter lors des douze derniers mois. Certains secteurs, comme la construction, sont particulièrement touchés. Les enjeux structurels liés notamment au vieillissement de la population restent également importants.

Question thématique: «A quel point l'utilisation de l'IA prend-elle de l'ampleur?»

Le recours à de l'intelligence artificielle (IA) s'impose de plus en plus au sein des entreprises vaudoises. En automne 2023, la CVCI avait sondé ses membres sur leur utilisation d'outils tels que ChatGPT. Ils étaient alors moins de 30% à répondre positivement. Début 2026, plus de 80% affirment utiliser des outils IA, principalement pour la génération de texte. Des gains d'efficacité et de productivité sont attendus.

Néanmoins, la proportion d'entreprises ayant un déploiement structuré n'est que d'environ 10%. Pour les autres répondants, il s'agit principalement d'usages individuels des collaborateurs ou de tâches spécifiques pour lesquelles l'IA est utilisée. La sécurité des données est le principal frein à l'utilisation ou la généralisation de l'IA selon la moitié du panel, ou encore un manque d'usages clairs pour une petite moitié des entreprises industrielles interrogées. Six entreprises sondées sur dix prévoient d'augmenter leur utilisation de l'IA dans les prochaines années. Une distinction selon la taille des structures doit être faite : trois quarts des sociétés de plus de trente personnes envisagent une augmentation, alors que les entités plus petites y sont un peu moins enclines.

L'enquête a été menée par la CVCI du 27 février au 15 avril 2026, et 690 réponses ont été reçues (212 entreprises industrielles et 478 sociétés de services), ce qui correspond à environ 21% de nos membres. L'ensemble des entreprises ayant répondu occupe près de 39'000 collaborateurs dans le Canton, ce qui rend l'enquête pertinente pour comprendre la situation conjoncturelle et anticiper les tendances.

Contacts pour plus d'informations :

Simon Baudraz - Responsable économique – 021 613 36 83 / simon.baudraz@cvci.ch

Philippe Miauton – Directeur – 079 277 68 41 / philippe.miauton@cvci.ch

Et résultats détaillés sur www.cvci.ch/enquetes

La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie en quelques chiffres

La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) est une association indépendante. Elle regroupe plus de 3200 entreprises représentant environ 130'000 emplois, soit le tiers des emplois privés du Canton. Elle s'engage pour des conditions-cadres favorables au tissu économique et tire ses ressources des cotisations de ses membres, de la vente de services et de divers mandats. Centrée sur l'appui aux entreprises, des PME aux multinationales, elle est notamment active dans les caisses sociales, les conseils juridiques, la certification des exportations, la création d'entreprise, la formation continue, les analyses conjoncturelles et le réseautage.